Des casernes

NUMERO 4 — JUIN 77 — 3F — MENSUEL



Les raisons de fond de notre soutien au mouvement démocratique des soldats...c'est Bigeard qui nous les donne!

Il déclare à Sens, devant le Rotary Club : « A Dien Bien Phu, si nous avions eu à notre disposition plus de paras et de légionnaires, ou même d'anciens SS, nous aurions battu les viets. »

- » si j'avais été sur le terrain au moment de l'OAS, j'aurais certainement pris part à son action et sans doute serais-je mort. »
- » je suis prêt éventuellement à revenir au gouvernement, mais comme sous fifre et seulement dans un gouvernement de combat »
- » si en 1978, la gauche prend le pouvoir, l'armée respectera la volonté populaire, mais moi je prendrai le maquis. »

De tels propos ne constituent pas une révélation pour nous. Nous avions déjà notre opinion faite sur le personnage. Nous connaissions son passé de tortionnaire en algérie. Nous savions que sous ses dehors bonhomme, c'était un homme dangereux, une graine de factieux qui s'excuse de ne pas avoir fait partie de l'OAS, un émule de Pinochet. Nous savions aussi que ses idées, son idéologie anti-populaire forgée lors des guerres coloniales est partagée par une grande partie des militaires professionnels. Ces déclarations ne font donc que confirmer, de façon particulièrement crue, ce qui pour nous était déjà une évidence, elles méritent cependant qu'on s'y arrête pour deux raisons.

D'abord, comment se fait-il que ce gouvernement, si prompt à réprimer les soldats qui s'organisent, à inculper devant la Cour de Sureté de l'Etat, sous prétexte de « menées séditieuses » les soldats et les civils qui les soutiennent, comme l'an dernier les soldats de Cazaux qui invitaient dans le journal de leur comité, leurs camarades à « se tenir prêts à retourner leurs fusils contre leurs propres officiers », comment se fait-il qu'il n'ait pas bronché aux déclarations de Bigeard? L'appel à rejoindre le maquis en cas d'arrivée de la gauche au pouvoir, est-il compatible avec le respect de la Constitution qu'on est en droit d'attendre de quelqu'un qui était, il y a peu, membre du gouvernement? ne relève-t-il pas, lui, de la Cour de Sureté de l'Etat? Sans parler de l'apologie du nazisme qui tombe aussi sous le coup de la loi. Comment se fait-il qu'un homme comme La Bollardière, lui aussi général, déjà versé dans la réserve pour avoir courageusement dénoncé l'usage de la torture en Algérie, ait été rayé des cadres, pour avoir manifesté contre les expérimentations nucléaires françaises dans le Pacifique et qu'aucune procédure du même type ne soit engagée contre Bigeard, qui lui reste général à part entière? Ceci est proprement scandaleux et devrait scandaliser tous les démocrates honnêtes!

Or justement, et c'est notre deuxième sujet d'étonnement, personne ne semble se scandaliser. Comment se fait-il qu'on n'ait observé aucune réaction des partis de gauche? Aucune protestation, aucune interpellation à la Chambre n'est venue de Hernu ou de Baillot, spécialistes militaires du PS et du PC. Serait-ce que ces partis auraient peur de faire apparaître, en dénonçant Bigeard, une réalité qui ne colle pas tout à fait avec leur confiance sans cesse proclamée dans « le loyalisme indéfectible et les convictions profondément républicaines de la majorité des officiers »? Car, ne leur en déplaise, Bigeard n'est pas un personnage isolé et marginal dans l'armée française :il est représentatif de ces secteurs de la hiérarchie militaire qui son prêts à défendre jusqu'au bout, comme au Chili, l'ordre des patrons. C'est bien le problème!

C'est pourquoi, nous devons soutenir les luttes courageuses des comités de soldats qui, en se développant pourront arracher la masse du contingent à la domination totalitaire des officiers du type Bigeard. La principale garantie contre la menace que constitue l'armée contre notre peuple, c'est un mouvement des soldats toujours plus fort, toujours plus puissant! C'est en référence à ce mouvement que les officiers démocrates pourront jouer pleinement leur rôle.

DECLARATION DES COMITES DE SOLDATS réunis le week-end du 1^r Mai

A l'occasion du 1° mai, en dépit des difficultés d'acheminement liées à la grève de la SNCF, une rencontre de Comités de soldats au niveau national s'est tenu ce week-end.

Premier jalon dans l'approfondissement du débat national au sein du mouvement des soldats, cette rencontre a permis un large échange de vue sur la situation présente.

Nous avons tout d'abord fait un premier bilan de la répression, qui a frappé plusieurs dizaines de nos camarades à Bourg St. Maurice, Spire, Vieux-Brisach, Toulon, pour ne citer que ces corps. Nous dénonçons une fois de plus ce gouvernement qui ne sait répondre que par la répression aux légitimes revendications et luttes des soldats. Mais ceci ne fait que renforcer notre détermination, et plus que jamais, la lutte continue.

En particulier, nous tenons à dénoncer l'armée briseuse de grèves et nous appelons l'ensemble des soldats à refuser cette manœuvre qui vise à affaiblir le mouvement des éboueurs. Nous nous affirmons solidaires des travailleurs de la voirie dans leur lutte.

De même, nous soutenons les paysans du Larzac dans leur résistance à l'extension des camps militaires et les CS présents appelent le mouvement des soldats à appuyer la lutte populaire du Larzac.

Travailleurs sous l'uniforme, non seulement nous sommes solidaires des luttes des ouvriers et des paysans, mais encore nous savons que seule une mobilisation pourra faire aboutir nos revencations.

en particulier, les CS présents s'engagent et proposent à l'ensemble du mouvement de le faire, de mener une campagne prolongée :

pour exiger l'amélioration des conditions de transport des soldats et leur gratuité totale pour obtenir de réelles conditions de sécurité et d'hygiène, notamment lors des exercices et transports routiers, garanties par un contrôle permanent des soldats.

Soldats, éboueurs, solidarité

Libération de nos camarades emprisonnés

Droits démocratiques à l'armée : liberté d'expression, de réunion, d'association.



distributed as the

ah avalvioles so

THINN

Motion syndicale

depuis bientôt deux mois, les arrestations de soldats se sont multipliées. A Vieux-Brisach, Spiré, Rastadt, Bourg St. Maurice, Brest, plus de 50 soldats sont actuellement aux arrêts de rigueur pour 30 à 60 jours.

Parmi eux, Edmond Grask, appelé à Spire, ingénieurs des TPE du ministère de l'équipement.

Ils sont accusés d'appartenir à des Comités de Soldats. En fait, la hiérarchie militaire veut empêcher l'expression des revendications des soldats.

A Spire, les comités avaient dénoncé les conditions de sécurité, les accidents graves dus à un matériel vieux et défectueux...

A Carpiagne, ils ont dénoncé l'accident mortel de Gérard Leriche, écrasé sous un char et ont réclamé une commission d'enquêt civile.

Le syndicat national CGT des PTAS s'élève une nouvelle fois contre la répression dont sont victimes les soldats qui luttent pour l'obtention des droits démocratiques et pour le droit à la sécurité. Il dénonce les méthodes scandaleuses de la Sécurité Militaire (pressions, chantages, et même brutalités) et exige la libération d'Edmond Grask et de l'ensemble des soldats emprisonnés.

Syndicat National des Personnels Techniques, administratifs et de service du ministère de l'Equipement.

le 23/5/77

POUR LE COMITE DE MARINS TON-NERRRE DE BREST ::::

Pour arrêter et emprisonner dix matelots brestois, la sûreté navale, organisme policier clandestin, a pris pour prétexte un article maladroit du numéro 12 du « Tonnerre de Brest », qui faisait le portrait d'une triste figure de la hiérarchie militaire locale, le commandant du CFM.

La diffamation, c'est un bon prétexte. On veut punir notre violence verbale. Bon moyen pour faire oublier la violence physique et morale que subissent des milliers de marins, appelés et engagés, à longueur d'année. La toute puissance de la hiérarchie, l'arbitraire des ordres donnés, les corvées inutiles, les permissions accordées si on sait ramper! Les conditions de vie et d'hygiène dégue lasse sur beaucoup de bâtiments, l'interdiction de réfléchir et de donner son opinion, si par hasard on n'est pas d'accord, tout ca on le subit tous les jours en fermant notre gueule.

Alors, il y a des fois où il faut que ça éclate, et le comité de marins « Tonnerre de Brest » s'est fait l'écho du ralbol partagé par beaucoup de matelots.

Mais cet aspect de notre activité qui nous est officiellement reproché, ce n'était qu'une page parmi les 10 pages du dernier canai à abondamment distribué. On fait le silence sur l'essentiel de notre activité, qui n'est pas « antimilitariste » comme on nous reproche, mais qui est d'abord une lutte pour l'obtention de droits démocratiques, et des conditions de vie décentes pour les appelés et les engagés.

Ce qui explique l'acharnement contre les comités, c'est le succès que leurs propositions rencontrent parmi la masse des appelés, parce qu'elles expriment de justes revendications.

Le comité de marins « Tonnerrre de Brest » s'est prononcé pour des revendications immédiates :

- une solde alignée au SMIC
- au minimum 144H de perms par mois $(2 \times 72H \text{ ou } 3 \times 48H)$
- des conditions de sécurité et d'hygiène décentes sur les bateaux (alignement sur les normes civiles).
 - liberté totale en dehors du service
- arrêts des brimades de toutes sortes
- instauration d'un véritable droit à l'objection de conscience
- pour la liberté d'expression et d'organisation et l'arrêt de la répression

Ce qu'on voudrait bien réprimer ce n'est pas la soi-disant diffamation, c'est les moyens de s'exprimer et de s'organiser que les matelots de Brest se sont donnés depuis trois ans.

Le comité de marins se porte bien et continuera de mettre toutes ses forces au service des appelés et engagés de la marine.

POUR LE « TONNERRE DE BREST, LE COMBAT CONTINUE!

DES CASERNES

D.L.P. DANIEL GUERIN EDITÉ par Ed. UL. 8, rue du Grant Prieuré 75 041 - PARIS

Rotographie - MONTREVIL

Nº de Com. Par. 58 834

LIBEREZ LES MARINS EMPRISONNES!

LIBERTE D'EXPRESSION ET D'ORGANISATION A L'ARMEE!

Imprimerie

Motion adressée à la fédération CFDT—PTT

La section Paris Gare St. Lazare de la CFDT—PTT nous a également transmis une motion soutenant l'ensemble des revendications des soldats et exigeant leur libération.



CARPIAGNE : Conférence de presse

Jeudi 28 avril a eu lieu une conférence de presse du comité de soldats de Carpiagne, soutenue par l'UD-CFDT, à propos de la mort « accidentelle » d'un appelé qui a été écrasé entre deux chars le jeudi 21 et est décédé des suites de ses blessures le samedi 23 avril à 21 h. Etaient présents à cette conférence: AFP, La Marseillaise, l'Humanité, le Provençal, Rouge, Libération, l'Etincelle, l'Echo des casernes.

• Quelles sont les circonstances de cet « accident » ?

L'appelé, G. Leriche originaire de Laval, effectuait une vérification technique sur un char lorsque l'appelé qui conduisait le char de derrière (qui se trouvait à moins d'un mètre du premier) a levé le pied de l'embrayage et G. Leriche a été écrasé entre les deux chars.

Le comité de soldats refuse la soidisante fatalité invoquée par la hiérarchie militaire et dénonce le mur du silence qui s'est construit autour de cette affaire. En seffet

-aucun chef de peloton ne se trouvait sur le terrain au moment de l'accident;

— la distance réglementaire de trois mètres n'était pas respectée; il est à noter que depuis l'accident, les chars sont garés en épis, élémentaire précaution de sécurité qui vient seulement un peu tard...

Le comité de soldats exige la constitution d'une commission d'enquête mixte, civile et militaire, pour cet accident. Mais pour bien comprendre où sont les responsabilités, il est nécessaire de revenir sur ce qu'est le camp du CIABC (Centre d'instruction de l'armée blindée de Carpiagne).

C'est dans ce camp que sont formés tous les pilotes et tireurs sur chars, la fin

de formation s'effectuant à Canjuers ; il y a donc un passage très important de stagiaires et seulement neuf cents appelés permanents. La formation se fait de manière accélérée; d'ailleurs tout se fait de manière accélérée là-bas : le stage dure vingt-trois jours dont dix-sept jours d'instruction (avant c'était un mois et demi. mais c'était trop long...); quinze jours sont consacrés au pilotage avec une demieheure par jour de pratique pour chaque appelé (soit sept heures et demie pour apprendre à conduire un char); certains appelés ne sont même pas titulaires du permis de conduire civil : les chars de formation sont vétustes, ce sont ceux qui ont été « réformés » dans les régiments opérationnels; il n'y a pas de liaison radio entre le moniteur et le stagiaire, le moniteur guide le stagiaire avec une baguette en lui tapant tantôt sur l'épaule droite, tantôt sur l'épaule gauche, etc. on pourrait continuer la liste encore longtemps.

Dans ce contexte, rien d'étonnant à ce que les accidents se succèdent, faisant régner un climat d'insécurité permanent :

— incendies fréquents (les extincteurs ne sont jamais vérifiés et fonctionnent une fois sur trois);

— lâchage du système hydraulique de freinage, etc.

C'est pourquoi le comité de soldats revendique le temps nécessaire pour apprendre à conduire (deux mois par exemple), du matériel entretenu, un système de freinage spécial...

Voici deux petits détails qui illustrent assez bien l'attitude de la hiérarchie par rapport à cet accident:

— Le 23, c'était la Saint-Georges, fête de la Cavalerie, et il y avait un bal des officiers et des sous-officiers; en signe de deuil, il a été décidé de terminer le bal plus tôt que prévu (mais pas trop tôt tout de même): à minuit... alors que G. Leriche était mort à 21 h.

— Pour la messe traditionnelle en pareil cas, elle a désignée des « volontaires » d'office avec un quota par escadron ne tenant nullement compte des liens existant entre certains appelés et leur camarade mort, ni même de la religion de chacun, tout est dans la façade, le reste... on s'en fout.

La sécurité sur les chars, n'est pas la seule préoccupation du comité de soldats. En particulier, pourquoi les appelés qui transportent les troupes ont-ils le permis poids-lourd et non transport en commun? Pourquoi ce permis est-il délivré en dix jours?

Le comité de soldats de Carpiagne existe depuis plusieurs mois ; il sort régulièrement un journal : « Du Carpiagnon au Mussuguet » (deux points extrêmes du camp de Carpiagne).

Le comité a expliqué qu'il se reconnaissait assez bien dans la plate-forme du 24° RIMA de Perpignan; il a dénoncé l'intervention française au Zaïre et l'emploi de l'armée pour briser les grèves comme à Paris. Il a également pris clairement position contre l'armée de métier, pour un service de six mois avec apprentissage réel des armes alors que la plupart des appelés sont spontanément contre le service militaire

Le comité de soldats de Carpiagne a un important écho parmi les appelés et, ainsi que l'expliquait un camarade: « Si la hiérarchie libéralisait un tant soit peu l'armée ce serait par centaines que les bidasses rejoindraient les comités de soldats. »

La conférence de presse s'est terminée en annonçant la présence des soldats en lutte, le 1^{er} mai, aux côtés des travailleurs car leur combat est le même.

Correspondant CSLS Marseille.

— Permanence tous les vendredi à 18 h 30 au TODI, 2, rue Ph. de Girard 13001

PS: Le Provençal a eu une attitude scandaleuse, ne passant rien de la conférence de presse, mais laissant une large place ¿ux justifications de la hiérarchie militaire; i existe un contrat entre elle et le patron du Provençal, Defferre, pour briser toute grève des éboueurs marseillais.



du coté des comités...

le numero 20 de SPIRATE ROUGE est paru

Aspirateur Rouge, journal du sapeuréboueur de Spire : engagez vous, vous verrez des poubelles!

Rappelle-toi.... il y a 2 semaines, un dimanche soir pas comme les autres. Réveil à 23h puis le lundi matin l'annonce de ton départ pour Paris...Tu étais heureux! Quitter l'ambiance de la caserne, retourner chez soi pour les parisiens... Mais tu étais très vite déçu. D'abord dès ton arrivée par les conditions d'hygiène : parqués à 700 dans un gymnase aux carreaux cassés avec des fuites dans le toit, sans douches pour te laver, puis par la difficulté du travail : réveil à minuit, une heure du matin, terminer tes 12 heures de travail à 14h avec pour tout repas les rations de guerres. Pas le droit de sortir malgré les promesses des gradés.

Toi chauffeur...arrivé à 2h du matin après un voyage épuisant tu dois conduire le soir même un camion que tu ne connais pas, tu ne sais même pas le démarrer. Conduite épuisante dans des camions préhistoriques pour les plus

malchanceux.

Tout cela, l'acceuil de la population n'a pu te le faire oublier. Le café, les croissants, le pain, les gateaux. que l'on t'a généreusement offert n'ont pas compensé le jeune de sommeil et de bouffe de la caserne.

Alors tu t'es demandé POURQUOI?
- Pourquoi est-ce moi qui doit conduire ce camion?

- Pourquoi est-ce moi qui doit ramasser ces poubelles?

- Pourquoi ce pauvre Chirac a-t-il dépeind le travail des éboueurs comme étant si difficile, si fatiguant, si rebutant alors qu'il leur refuse la faible augmentation des salaires qu'ils réclament?

- Pourquoi avoir organisé cette gigantesque fête à l'hotel de ville si le manque d'argent se fait cruellement sentir au point de priver Paris de ses éboueurs pendant 10 jours?

Alors tu as répondu: on m'a menti. On m'a dit que je venais pour défendre ma patrie et je défends le pouvoir contre les travailleurs en grève. On m'a dit que je venais pour aider les parisiens encombrés de poubelles. Mais à qui la faute? Il aurait été plus simple de donner satisaction aux travailleurs. On m'a dit que j'aurais 30 francs par jour minimum et j'ai touché 150F pour 10

jours (la prime d'un gradé pour 1 jour) en sera-t-il autant pour nos jours de permissions? On m'a dit que j'aurais quartier libre le soir et je n'ai eu le droit de sortir que pour une malheureuse 36h au rabais (retour à la caserne à 22h le dimanche).

Alors tu t'es dit: nous ne sommes pas des travailleurs au rabais, des ouvriers en intérim pour grèves en tous genres.

Tu as pensé: et demain quand je serais civil et que je serais en grève, mon fils soldat viendra-t-il briser ma lutte?

Tu as pensé: il faut combattre cet état de fait, et tu crieras demain: A BAS L'ARMEE BRISEUSE DE GRÊVE, SOLDAT TRAVAILLEUR MÊME COMBAT, NOS 30F TOUT DE SUITE!

ANTIDOTE, journal du comité de soldats de Souge.

LES VACANCES DE LA « GRANDE FAMILLE »

Une partie de la grande famille de Souge est partie pour Pâques en vacances, comme chaque année dans une région fort agréable aux confins de la Creuse et de la Corrèze, tout près de la petite ville de la Courtine.

A en croire notre père à tous, le colonel, tout s'est bien passé, et c'est à la joie générale que la grande famille s'est retrouvée au complet lundi matin, même si certains avaient galvaudé le terme

Il a cependant oublié de parler de certains faits qui auraient pu montrer l'hypocrisie de ces paroles. Ainsi nos pères ne se sont guère souciès des conditions d'hygiène et de sécurité dans lesquelles s'est déroulé le stage. Installations vétustes, douches quasi inexistantes, des accidents de véhicules qui ont été fréquents.

Ni bien sûr du cynisme de la hiérarchie qui après un accident de jeep grave s'est inquiétée de l'état du véhicule avant celui de ses occupants. ou qui s'est étonnée qu'un occupant n'est pas songé à s'éjecter avec son arme du véhicule lors de son accident.

Ou de cet autre qui après 48H de marche sous la pluie, l'épuisement aidant à fini par « craquer ». Le remède fut à l'image de ce qu'il avait déjà subi 30 jours de trou.

A quand les prochaines vacances familiales!

ça bouge a verdun

Verdun pour un bidasse ce n'est pas drôle. Ville de garnison : un bidasse pour deux habitants. Un passé de luttes des soldats et la hiérarchie militaire qui croyait qu'après la répression c'était bien fini. Eh bien, les soldats prouvent le contraire :

- Au 2° RC: jeudi 19 mai, quand les soldats se lèvent, leur caserne est couverte d'affiches du comité de soldats et des tracts circulent dans les chambrées. Non le comité n'est pas mort : il revendique les droits démocratiques.

Le mardi 24 mai, jour de la grève générale, les sorties de véhicules militaires sont interdites et le soir les soldats veulent pouvoir sortir en quartier libre.

- Au 150° RI: le colonel interdit la sortie en civil, un jour pareil il est plus facile de surveiller les bidasses s'ils sont en tenue militaire en ville. Malgré les ordres, les soldats se groupent en tenue civile devant les grilles de la casernes. «ouvrez les grilles!», «liberté pour les soldats!» : devant les clameurs et la détermination des 200 soldats rassemblés en manifestation, c'est la panique : le gradé de permanence téléphone au colonel sous la pression des manifestants. Celui-ci arrive alors en hâte de son domicile. Il débarque devant les grilles en grande tenue fort de son autorité et se heurte aux sifflets et à l'ironie des soldats Intimidé par un tel acceuil, le colonel

Intimidé par un tel acceuil, le colonel finit par céder aux exigences des soldats et donne l'ordre d'ouvrir les grilles : une victoire pour les soldats, d'autant plus que depuis quelques jours la sm a débarqué dans la caserne entretenant un fort climat d'intimidation, ce n'est pas un hazard si les manifestants criaient aussi dissolution de la sm!

- Au 94° RI (Etain): les soldats de la 77/04 ont reçu à leur domicile une lettre du comité de soldats de la caserne les informants de ce qui les attendait, montrant ainsi la vitalité d'un comité que la sm toujours présente cherche à démanteler depuis un an.

un bidasse bien informe

- DU COTE DES COMITES - DU COTE DES COMITES - DU

L'ETAINCELLE n* 2 est paru. c'est le bulletin du cs du 94 RId'Etain.

Dans un article paru le 5 février 77 dans l'Est Républicain (appelé l'Est Répugnant), le général Jean Lagarde, chef d'état-major de l'armée de terre, (intervenant après les déclarations de Bourges et de Bigeard) se déclare être réconforté par ses visites dans les unités et dit : « le moral est bon ».

Un tel diagnostic veut faire croire à la population que tous les problèmes sont résolus dans l'armée, que tous les soldats sont heureux de leurs conditions, que les comités de soldats ont été écrasés pour longtemps et qu'il n'y a plus personne pour « démoraliser l'armée ».

Mais la réalité est différente! Même si ces oppositions sont moins spectaculaires, le mouvement des soldats continue de se développer en profondeur dans les casernes. Il y a toujours en France et en Allemagne près de 100 comités actifs.

Et la raison en est simple : rien n'a changé pour nous : l'armée c'est toujours le règne de l'arbitraire et de l'oppression. C'est contre les conditions de vie qui nous faites durant notre année de service que s'est développé le mouvement de soldats :

 en octobre 73 déjà, une lettre aux appelés était diffusée sur la caserne.

- en mai 74, l'appel des cents, signé par plus de 5 000 soldats, exprimait nos revendications et l'écho qu'elles rencontrèrent dans le contingent.
- quelques mois plus tard, les manifestations de Draguignan et Verdun marquèrent le refus par les soldats du racisme, des brimades et surtout des accidents mortels et des exercices dangereux.
- enfin, depuis trois ans, les CS se développent, coordonnent leurs activités et approfondissent leurs liens avec la masse du contingent.

Et le mouvement des soldats a déjà remporté des victoires : les 210F par mois, le voyage gratuit... C'est à nos luttes et à elles seules que nous les devons. Certes, ces victoires sont partielles, et insuffisantes mais elles montrent la voie : SEULE L'ACTION COLLECTIVE EST PAYANTE!

A Etain, notre situation n'est pas différente de celle des autres soldats,

(les brimades, la chantage aux perms, les exercices dangereux, la solde dérisoire, l'éloignement du domicile, la médecine au rabais, le découragement de beaucoup) tout celà nous savons ce que c'est!

Mais à Etain aussi, il y a des soldats qui refusent cette situation et s'organisent pour entendre leur cri de révolte, à la caserne et auprès de la population civile.

Dès aujourd'hui, discutons (discrétement) en section, dans les chambres de ce que nous voulons imposer pour faire respecter notre dignité

- contre les brimades quotidiennes
- contre les divisions entre soldats, entre compagnies
- pour des permissions qui soient vraiment un droit
- pour une soldat décente (600F par mois)
- pour transformer notre vie de tous les jours et ne pas nous laisser abrutir par les exercices débiles et les discours idiots.

Et à bientôt pour une Etaincelle encore plus grande!!!

« Le diable noir sort de sa boîte » Journal du CS du 61° RA de St. Avold

LES DOIGTS DE PIED EN EVENTAIL

Les doigts de pieds en éventail, le martiniquais Landres, servant de pièce, ne les aura jamais plus. Suite à la manœuvre de Canjuers, il fut amputé d'une partie des deux pieds. La raison de cette amputation est sans aucun doute le froid, autrement dit Landres aurait souffert de gelures. Or à trois reprises, il a été en consultation : à la troisième, il était trop tard. Outre le handicap physique dû à cette opération, quelle est l'ampleur des dégats perpétrés sur le psychisme de Landres! Que font nos dirigeants dans ce cas : Landres aura certainement droit de se trainer devant les commissions compétentes en vue de l'obtention d'une pension, puis son dosssier sera classé : cette affaire mise, une fois de plus, sur le compte de la fatalité et Landres envoyé dans sa « cambrousse ». Triste consolation que cette pension. Ditesvous bien, Messieurs les officiers supérieurs, que la souffrance physique et morale ne devrait pas être une chose

qui se monnaie, lorsque rien n'est fait pour prévenir et éviter les accidents qui en sont la cause. Mais où sont les premiers responsables dans cette affaire?

Il faut noter d'abord que Landres venait de terminer ses classes et que le fait d'être noir de peau fut certainement un handicap jusqu'à son hospitalisation. L'instruction, pendant les deux mois de classe, est ainsi faite qu'elle tend à briser en nous toute personnalité, ce qui doit avoir pour effet une docilité, une résignation, une obéissance par la peur qui sont les bases sur lesquelles repose l'autorité au sein de l'armée. Peut-être que chez Landres cette instruction avait abouti et ne sut-il faire valoir le droit élémentaire d'aller se faire soigner assez tôt.

En deuxième lieu, trouvez-vous normal que les adjudants de batterie, pour qui a priori tout consultant est un « tir au flanc » s'il ne présente pas des blessures apparentes, soient plus compétents que les médecins pour émettre un diagnostic. Que penser du fait suivant : un matin, estimant le nombre des consultants trop élevé, un adjudant mit systématiquement tous ces consultants de corvée!

D'autre part, toutes les batteries possèdent pour tous les appelés un équipement grand froid qui ne fut pas distribué et qui aurait certainement pu éviter le cas Landres.

De plus, et ce n'est pas la chose la moins grave, aucun médecin n'est à l'abri d'une erreur de diagnostic, cependant le médecin qui était de service les jours où Landres vint une première puis une deuxième fois en consultation n'a-t-il pas commis une faute professionnelle en ne le mettant pas en observation car une gelure soignée à temps n'aboutit pas obligatoirement à l'amputation.

Alors en présence du cas précis de Landres et de tous les accidents auxquels nous sommes exposés, que pouvons pous faire pour les futurs Landres et toutes les prochaines victimes de ce que les autorités appellent complaisamment la fatalité, sinon de dénoncer :

- une négligeance totale en matière de prévention
- qu'il ne soit plus permis aux autorités militaires de s'abriter confortablement derrière les 7% de pertes en vie humaines.
- l'absence de toute enquête sérieuse et objective qui devrait aboutir à la sanction des fautes professionnelles du manque de conscience professionnelle et des négligeances à tous niveaux.

- DU COTE DES COMITES - DU COTE DES COMITES - DI

arrête ton char nous a écrit.

Chers camarades,

le comité du 34° RA a plus de 3 mois d'existence: Après un premier tract en février, bien acceuilli, le Comité est maintenant connu sur la caserne...

Rompre l'isolement dans la caserne, mais aussi vis à vis de la population allemande, tel est le sens de cet article qui sera publié dans le « Neue Seeblätter », journal alternatif local, et distribué sous forme de tract aux manifestations du 1° Mai: Aussi nous vous l'envoyons en espérant qu'il sera publié dans le prochain numéro de l'Echo des Casernes.

Salutations antimilitaristes, le CS du 34° RA

LES SOLDATS IMMIGRES

Ils ne savent pas vraiment où aller, ils ont les cheveux courts, ils se déplacent souvent en bandes, quelquefois seuls, à la tombée de la nuit, errant dans Konstanz endormi : ils s'ennuient...Si vous êtes une femme, en vous croisant, ils vous déshabillent du regard. Si vous êtes un homme, ils ne vous voient même pas, ils ne vous connaissent pas : ils sont étrangers...Ils se retrouvent au Wienerwald ou au bluebell: Pour quelques marks, on leur vend un peu de bière pour la gaieté; un peu de sexe pour en rêver. C'est pas une vie leur vie! Ils semblent bien tristes...

QUI SONT-ILS?

Nous sommes les soldats français, passons un an de notre vie dans 3 casernes de Konstanz.

Un jour nous avons reçu l'ordre de nous rendre à Konstanz pour y accomplir notre service militaire dans un pays dont nous ne connaissions ni la langue, ni les coutumes, à plusieurs centaines de kilomètres de chez nous. En partant, nous avons quitté notre famille, notre amie, nos amis, perdu notre travail. Du jour au lendemain, nous avons été coupés de tout ce qui faisait notre vie; pendant un an, elle ne

nous appartiendra plus.

Que faisons nous de si interessant et de si important dans ces casernes qui vaille le sacrifice qu'on nous impose? Etre soldat à Konstanz ou ailleurs, c'est n'avoir que le droit de se taire, c'est supporter l'arbitraire et les engueulades incessantes des gradés, c'est e long mois d'ennui, de gardes inutiles, de travail sans limitations d'horaires, c'est vivre dans des conditions d'hygiène et de sécurité souvent déplorables, c'est 210F par mois (100 DM), c'est une dizaine de permissions distribuées selon

leur bon vouloir, c'est la pression continuelle de la hiérarchie pour nous isoler, nous diviser, nous abrutir, c'est l'interdiction de se voir, de se réunir, de s'exprimer librement, c'est la perte de nos droits de citoyens, de notre identité, c'est n'être plus que des zéros sociaux.

Nous ne pouvons croire que cela soit nécessaire à la défense de notre pays, à la défense des intérêts des peuples

allemands et français.

Nous ne pouvons croire que l'on défend la démocratie et la liberté en faisant de nous des déracinés, isolés entre nous, de notre milieu, de la population allemande.

Nous ne pouvons croire que notre déracinement, notre isolement soient le

fait du hasard.

Nous ne pouvons croire que notre présence en RFA ne soit une menace pour le peuple allemand quand un accord franco-allemand permet à l'armée française d'exiger de la police allemande qu'elle surveille votre courrier et vos communications téléphoniques.

Nous ne pouvons croire que notre présence en Allemagne ne soit pas une menace pour le peuple français, quand lors des évennements de Mai 68, le général De Gaulle s'était rendu à Baden-Baden pour discuter des possibilité d'intervention des troupes stationnées en Allemagne, quand du jour au lendemain nous pouvons être envoyés à Strasbourg, Reims ou ailleurs pour briser une grève de travailleurs français, comme cela s'est déjà produit à plusieurs occasions. Nous ne sommes pas des mercenaires (même pour 210F par mois), nous ne voulons plus être des moutons prêts à servir contre leurs intérêts, nous ne voulons plus être des irresponsables.

Depuis 3 ans maintenant, les soldats des FFA, comme leurs camarades er France, luttent pour leurs justes droits s'organisent en comités de soldats, se coordonnent. Malgré la répression de la sécurité militaire (véritable police secrète militaire), les arrestations arbitraires de soldats à Landau, Speyer, Neustadt, Tübingen, Reutlingen, Alt Brisach, des interrogatoires brutaux, des peines de prisons fermes, le mouvement des soldats français en Aleemagne n'a cessé de se dévellopper.

A Konstanz aussi les soldats français veulent rompre leur isolement et luttent pour faire entendre leurs droits, pour ne plus être des soldats immigrés dans un pays où ils n'ont pas choisi de venir et où les troupes françaises n'ont rien à faire.

ARRETE TON CHAR CS DU 34° RA

morange mecanique journal du 8° RD

L'ARMEE A ENCORE TUÉ. Après le lieutenant-colonel Mialet,

après le suicide d'un engagé)

Après le Lieutenant-Colonel Mialet, après le suicide d'un engagé (savament camouflé) en butte à la répression, notre camarade Hervé Perrin est mort à Mourmelon.

Cet «accident» a tout de suite été présenté dans les escadrons d'une manière légère; en effet les «responsables» militaires ont insistés sur le fait que le pilote n'avait pas respecté les rêgles de sécurité. Quelle maladroite manière de camoufler ce qui n'est en fait qu'un véritable crime perpétré une fois de plus par l'armée. En effet, «l'accident» s'est produit au cours d'un déplacement inutilement dangereux en black-out, une nuit où un grand nombre de chars semblait circuler de tous les côtés sur le terrain, au mépris de toutes les rêgles de sécurité, guerre oblige! Hervé Perrin faisait partie d'un peloton de trois chars. Le 1^r char qui est celui du chef de peloton avançait si vite que c'était devenu une course pour ceux qui le suivaient. Le 1^r char prend de 100 à 150m d'avance, les autres ne pouvant suivre, le chef de peloton fait des appels en morse avec une lampe de poche. Les 3 chars auraient du passer au point 141, point de passage obligé. Seul le 1^r y est passé. Avec le système de la lampe de poche, les chefs des chars suiveurs prennent l'oblique. Le 2e char cale en quittant la route et le 3° vient heurter avec son canon notre camarade Hervé Perrin. Une fois l'accident survenu, les secours ont mis plus d'une demi-heure pour arriver, et quels secours! Alors qu'un parc à hélicoptère se trouvait à proximité, après une longue attente on a vu arriver une simple ambulance...Les hélicoptères ne servent-ils donc qu'à promener quelques officiels militaires? Par contre le colonel est revenu à Morhange en hélicoptère, sans doute pour donner ses directives à la base arrière, pour étouffer l'affaires pour les civils et nous présenter sa version.

- La règle voudrait que les occupants de chars restent à l'intérieur de la caisse, mais ça ne se faisait jamais. De plus, on ne pouvait voir quoi que se soit au moyen des épiscopes, ce qui obligeait à avoir le corps hors de la caisse.

- Il existe un interphone par lequel le chef de char peut communiquer avec les occupants, l'interphone du 3° char ne fonctionnait pas. On le voit, les responsabilités de l'encadrement sont

III - L'encadrement.

- 1- La 1ère section était composée de beaucoup de skieurs non préparés à affronter la descente de la Combe Oursière ; pendant la durée du service écoulée, l'encadrement n'a appris aux soldats qu'à pratiquer le chasseneige et les randonnées à peaux de phoques.
- 2- Le sergent-chef Bonnet, chef de la section, a reçu l'autorisation par radio de faire le raid, mais il restait seul juge sur le terrain de l'opportunité du raid (témoignage des soldats).
- 3- Le projet de raid préparé prévoyait la montée par la crête Brouffier et la descente par la Face Nord. Cette descente fut annulée par la hiérarchie militaire en raison de mauvaises conditions atmosphériques. Le sergent chef Bonnet n'a pas pu franchir le Pas de la Mine non pas en raison du mauvais temps comme l'annonce la presse, mais à cause d'une corniche qu'il essaya à plusieurs reprises, sans succès, de franchir. La descente se fit dans le brouillard.
- 4- Un officier de la 2ème compagnie, le lieutenant Béclu, avait déclaré la veille du raid, en reconnaissance de la Combe Oursière : « Je ne donne pas six jours à la neige pour glisser ».
- 5- Le véritable chef de la section, le lieutenant Ponthieu, qui encadrait sa section depuis août 1975, avait une qualification limitée : le jour de l'accident, il effectuait son stage d'instructeur!
- 6- Les qualifications des officiers et sous officiers du 6ème BCA montrent une grave carence de diplômes NECESSAIRES pour l'encadrement de débutants en montagne. De plus, le silence qui entoure cette formation nous laisse très sceptiques sur sa valeur.

IV - Les Secours.

1- Deux sections de la 1ère compagnie (60 hommes) ont été prévenues

- du drame par relation radio avec Chamrousse, à 15 h 30 au bivouac. Ces sections qui suivaient un itinéraire proche, (route du lac du Poursolet) sont montées par la route située en bas de la Combe, une demi-heure avant l'avalanche. Les postes radio étaient éteints, alors qu'ils auraient dû être en écoute permanente.
- 2- L'accident a eu lieu vers 13h30. Les émetteurs-récepteurs individuels, système ARVA, portés par les soldats de la 1ère section, et permettant d'être rapidement découverts en cas d'avalanche, n'étaient pas en position d'émission.
- 3- Les premiers secours ne sont pas arrivés avant 16 h 30. Les soldats des autres sections ne furent relevés qu'à partir de 23 heures. Ambulances, camions, chiens, ne sont arrivés que vers 18 heures. Ce retard est dû au fait que la route n'a pas été dégagée. Il fallait une heure en peaux de phoque pour rejoindre le lieu de l'avalanche. Des ratracks ont dû être montés de Grenoble.
- 4- Les civils, le secours en montagne en particulier, qui avait des moyens dans la région "(entre autres pour dégager la route), n'ont pas du tout été contactés ou appelés. Les habitants ont été simplement informés par l'intermédiaire des élus.
- 5- Juste après l'accident, le sergent chef Bonnet, pris de panique, n'a pu organiser les premières recherches: la zone a été piétinée, ce qui a nui au travail des chiens; les sondages ont été effectués de façon désordonnée; certains soldats ont même dû travailler avec leurs mains; il n'y avait pas eu de préparation ou formation sérieuse des soldats aux accidents par avalanches.
- 6- Tous ces retards, toutes ces erreurs, ont eu des effets très graves. Si deux soldats sont morts sur le coup, un est sans doute mort de froid. L'autopsie, si elle a été fàite, n'a jamais été rendue publique, ni communiquée à la famille.



INTERVIEW DE MILITANTS DU COMITE DE CARPIAGNE.

D'abord, nous tenons à souligner que si nous considérons comme très satisfaisant le fait de voir les déclarations du comité reprises largement par la presse, nous souhaitons pour autant que les motivations profondes du Comité ne soient pas déformées. Nous avons été surpris de voir dans « l'humanité » que nous défendions l'armée : « Dans son intérêt et celui de la nation », et que nous étions même disposés à faire les premiers pas en direction des officiers et sous-officiers.

Ce que nous défendons, c'est en effet le principe de l'armée de conscription, avec une durée de service militaire réduite à six mois et une réelle, formation militaire.

Question: Quelles sont vos prinicipales revendications?

Ce sont celles qui sont communes aux Comités de soldats, s'inspirant de la plate-forme du Comité du 24° RIMa de Perpignan (transports, formation, sécurité).

Quelles sont vos relations avec le mouvement ouvrier et populaire?

Le Comité a cherché depuis sa création a établir des liens avec le mouvement syndical. Non seulement pour affirmer la continuité de notre action en la faisant reprendre en charge par les militants syndicalistes, mais aussi parce qu'à Carpiagne l'armée a maintes fois été utilisée pour casser la grève des éboueurs, à Marseille. Notre conférence de presse s'est tenue dans des locaux mis à notre disposition par l'Union Départementale CFDT des Bouches-du-Rhône. Des contacts ont été également pris à la CGT.

Question: Quel est le fonctionnement qu'a adopté votre Comité, et quel est son impact sur les appelés?

Les revendications portées par ce Comité étaient ressenties comme les leurs par la masse des appelés. La propagande que nous faisons n'est en effet pas tombé dans le piège d'une analyse dogmatique de l'armée livrée telle quelle aux appelés; mais au contraire d'expliquer son rôle à partir de chaque cas concret perceptible par les appelés. Ce qui contraint la hiérarchie à se placer sur un terrain défensif et à répondre au Comité (par exemple: une semaine avant l'accident mortel de Leriche, nous avions déjà dénoncé les conditions permanentes d'insécurité dans la formation des pilotes, et aujourd'hui après un deuxième accident sans suite, la hiérarchie s'est vite affolée, vulnérable qu'elle est aux dénonciations que nous faisons quotidiennement).

Malgré les conditions de lutte qui nous sont imposées (clandestinité) le Comité peut mener des débats démocratiques et tisser de réels liens de masse avec les appelés.

Question: vos perspectives?

Nous ne sommes pas tout seuls. Il nous semble aujourd'hui important de faire le lien avec les autres Comités existants et notamment de participer aux campagnes décidées par la rencontre nationale (transports). Ce n'est qu'à cette condition que le rapport de forces dans les casernes sera modifié durablement.

Question: Qu'avez-vous à dire sur la question des relations entre les appelés et le personnel d'active (officiers et sous-officiers)?

Si nous nous adressons aux sousofficiers aujourd'hui par une lettre ouverte, ce n'est pas pour leur proposer une alliance sans principe (ce qui serait incompris par les appelés compte tenu du fait qu'ils accomplissent toutes les basses besognes), mais bien parce que nous avons constaté que les contradictions s'accroissaient parmi les gradés « subalternes » (question de la résiliation unilatérale des contrats au seul profit de l'armée, absence de la qualification professionnelle promise à la signature du contrat, absence de perspectives dues au blocage de l'institution militaire, refus du rôle de garde-chiourme).

Cette alliance entre les appelés et les sous-officiers n'est possible qu'après un changement radical de mentalités de ceux-ci.

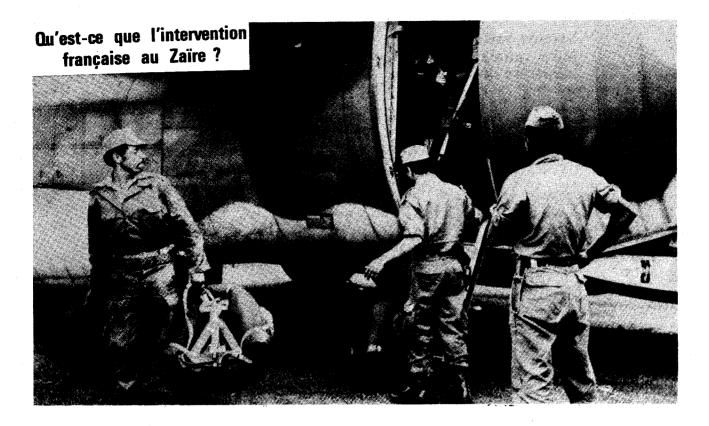
enfin il était clairement compris entre « l'Humanité » et nous que nous intervenions en tant que Comité de soldats constituant la forme organisée du mouvement des appelés.

Question: Ces derniers temps, on parle beaucoup de Carpiagne, de l'Humanité à Rouge. Pourquoi un tel écho dans la presse aux initiatives prises par ce Comité?

L'information faite à l'extérieur autour de Carpiagne est due à l'accident mortel dont a été victime Leriche;ce qui, a permis au comité qui existait auparavant de dénoncer les conditions d'insécurité qui règnent dans le camp.

Et de briser le mur du silence que la hiérarchie voulait dresser autour de cette affaire.

<u> </u>		
	• •	
1		
1		
İ		
i		
İ		
1		
<u> </u>		



Tous les groupes qui organisent le soutien aux soldats savent qu'en dehors du devoir de solidarité envers des travailleurs particulièrement opprimés, ce soutien est nécessaire pour empêcher la bourgeoisie de se servir de son armée pour briser les grèves, la grève des éboueurs de Paris en est encore la preuve flagrante.

Et si la solidarité doit jouer entre deux « fractions » de travailleurs « nationaux », les ouvriers et les soldats, elle doit être encore plus importante lorsqu'il s'agit de la solidarité entre les travailleurs français et les masses opprimées par la bourgeoisie française.

Or, aujourd'hui, la bourgeoisie française qui intervient dans toute l'Afrique comme gardienne de l'ordre, au Zaire, à Djibouti, au Maroc, en Mauritanie, pour ne parler que des cas récents, se retranche derrière une soi-disante défnese de « l'Afrique aux Africains » (traduisons: la défense des gouvernements africains à la solde de la France) qui serait menacée par les vampires russes.

Qu'en est-il? Quelques statistiques démontrent le poids prépondérant de la France en Afrique du nord et centrale. La France est le troisième importateur en Afrique: 11,6 % contre 13,2 % à l'Allemagne et 19,9 % aux USA, car elle est trop petite pour « digérer » une forte part de matière produite mais elle est de loin pour le premier exportateur: 16,8 % (contre 10,4 % aux USA, ce qui constitue le meilleur révélateur de la domination de l'Afrique par la France.

De même, si on analyse les capitaux étrangers, on voit que la France est le premier investisseur en Afrique du nord.

Le contrôle militaire français

Le pillage de l'Afrique par la main-mise économique française est accompagnée d'un contrôle militaire absolu sur toutes les « ex-colonies »: traités de défense « réciproques », mais aussi contrôle direct de l'armée et de la police. Dans l'Etudiant du Kameroun de janvier 1970, on peut lire: « Le chef incontesté et incontestable de l'armée camerounaise est un colonel français, de même que ses seconds immédiats. Les commandants des principales garnisons sont des Français, sauf pour les garnisons du Kameroun « ex-britannique » où ce sont des Anglais (...), ce sont eux (les Français NDLR) qui déterminent les effectifs, la stratégie, l'armement, etc. ». Sans commentaires.

La France, gendarme de l'Afrique

La conclusion est que la France voit en Afrique sa seule zone de pillage, zone qu'elle a d'ailleurs parfaitement entretenu face à la conccurence des USA.

Toute remise en cause de l'ordre dans cette région est pour tous les « grands » le risque de voir leur domination sur les masses pauvres des villes et des campagnes réduite, mais c'est pour la France un risque spécifique: celui de se voir rejeté et remplacé par les Etats-Unis. C'est ce qui explique le rôle joué par la Fance de véritable gardien de l'ordre de l'Afrique, ses interventions directes pour soutenir les gouvernements à sa solde du Gabon, du Tchad, son aide à la Belgique défaillante pour soutenir le régime pourri de Mobutu, son soutien au FNLA vomi par les masses en Angola, sa création du FLC complètement bidon au Cabinda pour pouvoir exploiter les riches gisements de pétrole qui s'y trouvent, son soutien aux régimes féodaux du Maroc et de la Mauritanie pour s'approprier les territoires de la République Sahraouie et contrôler ainsi les 3/4 de la production mondiale de Phosphates, etc.

Mais...

Mais les masses africaines qui voient se développer la famine et s'accroître la masse des paysans expropriés autour des grandes villes ne supporteront pas toujours cette situation. Les révoltes qui ont déjà ébranlées les « grands » en Algérie et en Angola toucheront demain tous les autres pays de l'Afrique. Et demain ce sera le contingent que la bourgeoisie enverra pour renforcer ses corps d'élites d'engagés.

C'est pourquoi il faut des aujourd'hui engager une large campagne de dénonciation du rôle de la Fance en Afrique, et notamment :

— Soutenir les revendications et les organisations de lutte des

soldats, afin que les soldats ne soient pas brisés par la hiérarchie militaire et que demain soldats et travailleurs puissent s'opposer à toutes les interventions de la bourgeoisie et de la hiérarchie militaire à ses ordres;

— Des aujourd'hui, appeler les travailleurs à revendiquer dans leurs organisations le boycott de l'envoi d'armes aux gouvernements fantoches d'Afrique et l'opposition au départ de troupes d'engagés.

QUALTTE DES SERVICES RENDUS, EST SOULIGNEE PAR LE RAPPOR MOTIVATION PRINCIPALE DES VOLONTAIRES FEMININES EST DE MOTIVATION PRINCIPALE DES VOLONTAIRES EUR SERVISCE: ENPLOYMENT DANS LES ARMEES A FEMININS ANT PUISQUE IL EST 1976 EARIEN D'UN CORPS DE GRADES T CEPENDANDRE 1976 ENT EN 1976 EATION D'UN AIT OFFERTS AU JUGMENTER SENSIBLEMENT EN TOFFERTS AU JUGMENTER SENSIBLEMENT EN TOFFERTS AU JUGMENTER SENSIBLEMENT PREVU DE LES AUGMENTER SENSIBLEMENT, PREVU DE LES AUGMENT DE LES AUGMENTER SENSIBLEMENT, PREVU DE LES AUGMENTER SENSIBLEMENT, PREVU DE LES AUGMENTER SENSIBLEMENT, PREVU DE LES AUGMENTER SENSIBLEMENT, PREVU DE LES AUGMENT DE LES AUGMENT DE LES AUGMEN

Humour militaire : extrait de « Armées d'aujourd'hui » juin 77

ANNONCE









bauche des femmes (parce qu'elle manque de volontaires... parce qu'il y a le chômage des jeunes... pour faire moderne...) elle n'accepte pas leur existence. Ainsi dans la circulaire ci-dessus, elle parle de « gradés

féminins ». Un lapsus révélateur !









68 dans les casernes

(suite du n° 3)

Le premier sentiment de notre côté, ce fut donc l'incompréhension totale. Et puis la rage de ne pouvoir sortir (depuis plusieurs mois pour certains). Bien peu se sentaient concernés. Dans ces conditions, les hurlements des officiers contre ces petits cons d'étudiants et ces abrutis d'ouvriers manœuvrés par les communistes trouvaient un écho. Ils avaient pour eux les informations qu'ils manipulaient à loisir et la formation qu'ils nous avaient donné, des mois auparavant. Rien ne nous prédisposait à comprendre, à nous révolter. L'intoxication du contingent était provisoirement un fait acquis.

Des erreurs et des mouchards

Partout des éléments avancés se révélèrent alors. La pensée du contingent se modifia peu à peu. Mais le manque de pratique politique à l'armée, l'impréparation et l'absence de toute aide extérieure firent que beaucoup d'erreurs furent commises et que la répression put s'abattre aussitôt. De nombreux appelés actifs furent ainsi dénoncés (par des sous-officiers mais aussi par d'autres appelés) et envoyés sans bruit ni riposte dans divers régiments de parachutistes en Allemagne. Ils disparaissaient soudain, sans que nous sachions ni pourquoi ni pour où.

D'abord chaque étudiant fut tenu immédiatement pour suspect et surveillé par des nuées de mouchards. Puis ce fut le tour des ouvriers, puis de tout le monde. Chacun pouvait être fouillé à tout moment, son armoire personnelle vidée,

son lit retourné

« Nous, comité...

Nous comité d'action des soldats du 153 e RIMEGA stationné à Mutzig, avons voté à l'unanimité cet appel et souhaitons que toutes les organisations ouvrières et de jeunesse, sans sectarisme le diffusent largement parmi les travailleurs, étudiants et soldats.

Comme tous les appelés, nous sommes consignés dans nos casernes. On nous prépare à intervenir en tant que forces répressives. Il faut que les travailleurs et la jeunesse sachent que les soldats du contingent ne tireront jamais sur des ouvriers.

Nous, comité d'action, nous opposerons à tout prix à l'investissement des usines par des militaires. Demain ou aprèsdemain, nous sommes censés investir une usine d'armement que veulent occuper 300 ouvriers qui y travaillent. Nous fraterniserons. Soldats du contingent, formez vos comités!

Nos revendications immédiates sont :

- service militaire réduit à 8 mois avec une instruction militaire effective ;
- abolition de la discipline obsessionnelle non nécessaire au contenu de l'instruction militaire :
- liberté d'organisation politique et syndicale du contingent; - réforme pédagogique basée sur le dialogue de l'instruction militaire et cogestion de toutes les activités avec les instructeurs. Vive la solidarité des travailleurs, soldats, étudiants et l'écéens! Vive la démocratie ouvrière!

Vive la joie, l'amour et le travail créateur!

Ce tract, le second, a été peu diffusé. Aucune organisation ne le reprit à son compte. Son caractère public et le fait qu'il ait été signé exposèrent ses auteurs à une répression immédiate. Un caporal du 153^e RIMEGA sera condamné en catimini à une peine de prison. Personne ne le saura à l'extérieur. Personne ne pourra le défendre.

Entre la carotte et le baton

L atmosphère était étouffante. Le fayottage pour les rares permissions, le mouchardage, l'oppression idéologique et disciplinaire que les cadres faisaient peser sur nous, l'injustice de notre situation par rapport à la leur (ils pouvaient toujours c'était au minimum de 30 à 60 jours d'arrêts de rigueur), tout en un mot faisait ressortir notre situation d'esclaves serviles...

Tantôt, on nous flattait démagogiquement, tantôt on nous menaçait. Les permissions étaient la carotte; la prison et le tribunal militaire, le bâton.

Chacun pouvait quotidiennement en faire l'expérience, faire le lien entre cette condition subalterne de l'appelé 2^e classe et celle de l'esclave salarié.

Les mesures répressives dans l'ensemble échouèrent pourtant. Les instances supérieures donnèrent de nouvelles consignes : il fut dit que le contingent ne serait jamais utilisé à des tâches de maintien de l'ordre. A tout le moins aideraitil à la remise en route de quelques entreprises vitales, briserait-il quelques grèves...

C'était une façade. Dans presque toutes les unités, on s'apprêtait effectivement à un combat armé : chars, camions, armes, munitions, paquetage, nourriture... tout était prêt, sous différents noms de code, pour un combat de longue-durée. Et dans certains régiments, les compagnies étaient à tour de rôle en alerte 24 h sur 24, consignées dans les chambres, avec armes.

On trouva une nouvelle parade pour nous rassurer: nous serions peut-être affectés à la garde des points sensibles (sources énergétiques, communications, immeubles officiels...). Mais jamais, au grand jamais, nous n'aurions l'ordre de tirer sauf si notre mission l'exigeait.

C'est dans ce cadre que, vers la fin, des régiments eurent à effectuer des missions d'intimidation. On leur faisait sillonner les différents départements au ralenti, en camion débâché, en tenue de combat avec armement, en marquant une préférence pour les usines aux portes desquelles se tenait un piquet de grève. Naturellement, il leur était strictement interdit de parler avec lui.

les piquets d'intervention à l'intérieur des casernes s'étaient multipliés, les missions distribuées : contre-attaque, défendre le PC, la soute à munitions, les postes de police, le parc à véhicules... Nous étions sur le pied de guerre malgré les paroles lénifiantes des gradés.

Les occuper, les empêcher de penser

Des ordres étaient tombés : il fallait, toutes affaires cessantes, se préoccuper activement des loisirs des appelés. Plus aucun moment de liberté où ils puissent penser! Aussitôt, compétitions sportives sur compétitions furent organisées, obligatoires avec spectateurs gracieusement fournis. Séances de cinéma bi ou tri-quotidiennes. Club de ceci ou de cela.

L'alerte passa. Peu à peu, le contingent se calma, sa lutte ne débouchant apparemment sur rien de concret.

Nous nous lassions de rester là, à ne rien faire, à nous préoccuper de l'extérieur qui ne se préoccupait pas de nous!

Appelés!

Vous étiez hier ouvriers, étudiants, chômeurs. Ceci vous concerne. Votre position actuelle de soldats français pourrait mener le gouvernement gaulliste à se servir de vous pour d'éventuelles répressions contre les mouvements de grève et d'opinion qui se généralisent dans le pays...

Soyez vigilants, votre action peut être déterminante En-

semble nous vaincrons!

Ce tract, du CA ouvriers-étudiants de la Sorbonne, fut le dernier à notre connaissance. Il date du 17 mai. Plus tard, l'annonce du référendum et la manifestation détendirent l'atmosphère. Une page très trouble, de l'histoire du contingent était tournée.

Quelques nouvelles de l'activité du CNSLS

D'abord, le collectif a tenu sa troisième coordination nationale. Il manguait quelques villes mais la confrontation montrait bien que le collectif se construit et prend de multiples initiatives. Nous avons tiré le bilan de la riposte à la répression de marsavril dans les casernes. La pétition nationale a eu un vif succès (premières estimations : quatre mille signatures et ce n'est pas fini). Les comités locaux contre la répression ont été très utiles et très efficaces. Mais souvent le collectif qui soutenait ou était à l'initiative de ces comités avait un peu tendance à se noyer et ne montrait pas assez que si nous luttons contre la répression, ce n'est pas seulement parce que nous n'aimons pas voir des soldats en prison, mais aussi parce que nous soutenons les comités de soldats, leurs objectifs, leurs revendications et leurs formes d'action.

Le débat a aussi eu lieu sur le problème de l'antimilitarisme. La coordination nationale a adopté à ce sujet la résolution cicontre. Bien entendu le débat reste ouvert.

D'autre part, nous avons ressenti la nécessité de prendre des initiatives pour renforcer le soutien aux luttes des soldats et notamment d'avancer vers la coordination la plus efficace possible des forces qui soutiennent à un titre ou un autre le mouvement des soldats. C'est le sens de l'appel à une réunion de préparation d'une convention pour le soutien aux luttes des soldats.

Enfin bien sûr: finances (voir la souscription) journal et fonctionnement.

A Tours: mercredi 25 mai, s'est tenu à la salle Balzac un meeting du collectif tourangeau de soutien aux luttes des soldats. Le collectif tout en regrettant une (relative) faible participation (50 personnes l'après-midi, une centaine le soir) constate l'utilité d'une telle réunion. Elle a permis la projection du film la Cigogne en rogne tourné par le comité de soldats de la base 705, ainsi qu'un échange fructueux entre anciens et futurs bidasses. Le collectif avait organisé la réunion en une suite de débats (3 jours, classes, hygiène, sécurité) et s'est ensuite présenté lui-même, au point de vue de ses objectifs et de son fonctionnement. Cette initiative est à reprendre par les autres collectifs s'ils peuvent en assurer une préparation rigoureuse. Pour la petite histoire notons qu'un représentant de la sécurité militaire était dans la salle et sa présence, fort remarquée bien que se voulant discrète, a plutôt amusé les spec-

CTSLS: réunion tous les mardis soir à 20 h 30, faculté de lettres.

A Paris: quelques trucs en vrac: bombage des bennes conduites par les militaires lors de la grève des éboueurs. Pose d'une banderole de dix mètres de haut au départ de la manifestation du 1er mai; distribution de dix mille tracts et vente de journaux le long du cortège.

Le collectif parisien de soutien aux luttes des soldats tient une permanence tous les vendredis soir de 19 h à 20 h 30, 12, rue Censier 75005 Paris. Métro Censier.



La coordination nationale du CNSLS a discuté du problème de l'antimilitarisme. Ce problème s'est trouvé posé à nouveau au CNSLS.

Certains membres du collectif qui se réclament de l'antimilitarisme révolutionnaire pensent qu'objectivement la lutte des comités de soldats s'inscrit dans le cadre de l'antimilitarisme.

Mais le collectif dans son ensemble pense que, de la même manière que dans les comités de soldats la majorité des appelés et des engagés rejoignent les comités de soldats sans a priori politique ou idéologique mais simplement parce qu'ils reconnaissent en eux l'arme nécessaire pour combattre pour leurs revendications et qu'à partir de là beaucoup d'entre eux posent des problèmes plus globaux sur l'institution militaire, de même le CNSLS ne doit pas poser des a priori idéologiques en prononçant des professions de foi antimilitaristes vis-à-vis de personnes ou de groupes voulant participer à ses activités. La base même du CNSLS est la volonté déclarée de soutenir le plus fortement possible les comités de soldats et leur combat

Paris, le 15 mai 1977

Marseille : on rappelle l'adresse pour écrire :

CSLS Marseille c/o Comité Larzac Marseille T.O.D.I. 2, rue Philippe de Girard 13001-MARSEILLE.

Lyon : c'est 200 personnes qui ont répondu vendredi 6 mai à l'appel du Collectif Lyonnais. Se sont succédés à la tribune un membre du collectif avec présentation de la vie de tous les jours dans les casernes, le mouvement civil de soutien et le mouvement des soldats, puis ce fut le tour du père de Roland Bernier, soldat emprisonné à la suite de la répression au 7° BCA, un membre de la commission d'enquête civile sur l'accident du Taillefer, un guide parlera des conditions de l'avalanche et de l'absence de précautions prises par l'armée, un autre camarade parla de l'action engagée à Grenoble et enfin ce fut l'intervention d'un avocat du CSLS de Paris. d'autres part a été lu à la tribune un communiqué du comité de soldat du 99º RI de Sathonay-camp (banlieue de Lyon) ainsi qu'un message de la coordination Rhone-Alpes. Le meeting pris fin après un court débat. Malgré le peu de monde présent, c'était de l'avis de tous un bon meeting où on ne s'était pas endormi. C'est encourageant pour prendre des initiatives, même si elles n'ont pas dès le début l'affluence souhaitée.

Après les déclarations de Charles Hernu, maire de Villeurbanne, membre du Comité directeur du PS, dénonçant en pleine période de répression les comités de soldats «minoritaires et gauchistes» le csls Lyon a effectué plusieurs inscriptions à la peinture autour de la mairie de Villeurbanne : « Hernu, maire ou ministre, les comités de soldats ne marcheront pas au pas », car nous ne pouvons accepter de tels déclarations, d'où gu'elles viennent, qui ne font que renforcer la repression qui s'abat sur nos camarades sous les drapeaux, et quels que soient ses détracteurs, nous serons sans cesse aux cotés du mouvement des soldats.

Adresse du CSLS Lyon : CSLS Lyon, 48, rue Bourdeau 69001 Lyon.

Dautres part, l'écho des casernes est en vente à Lyon dans les librairies Le Soleil-210 rue Grégin; Fédérop-11 rue ferrachat; librairie populaire 226 rue Grégin.

Ça longe à Brest...

Réponse à la liste d'Union de la gauche « Brest-Espoir » (maintenant au conseil municipal de Brest) à la lettre du comité de marins « Tonnerre de Brest ». (Lettre ouverte aux candidats aux élections municipales : voir « Echo des casernes » n° 2).

Brest, le 1er mars 1977

Chers amis,

Nous avons bien recul votre lettre ouverte et nous vous en remercions. La présente réponse vaut pour l'ensemble de la liste « Brest-Espoir » que présente la gauche unie aux élections municipales à Brest. Nous soutenons votre lutte pour les droits d'expression et d'organisation, droits dont d'ailleurs la reconnaissance explicite est formellement prévue dans le Programme commun. Nous estimons tout à fait légitime vos demandes, pour les appelés, de transports gratuits, d'accès gratuit aux activités culturelles, ainsi que les réductions diverses que vous réclamez. Il est, à notre avis, nécessaire que le prêt du soldat et du marin soit notablement augmenté et nos organisations respectives luttent déjà pour obtenir de pouvoir satisfaire à cette revendication. Il est évident que notre lutte sera, sur le plan local, plus efficace si nous dirigeons la municipalité. Nous envisagerons, si nous sommes élus, l'attribution par la mairie d'une somme par appelé brestois, après discussion avec les intéressés et dans le cadre des possibilités du budget municipal.

Veillez agréer, chers mais, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Pour la liste « Brest-Espoir » : J. Pomaduc (PC), J. Martinais (PS), J. Gueguemat (UDB)

Le comité de marins « Tonnerre de Brest » estime positive la réponse de la liste d'Union de la gauche élue le 13 mars 1977 à Brest.

Le comité espère et fera tout pour que se concrétisent les promesses faites à la veille des élections. Mardi 3 mai, arrestation de 10 marins dont un engagé après la participation de Tonnerre de Brest à la manifestation du 1' Mai et la sortie du journal n* 12 visant le commandant du CFM et reproduisant la lettre ci-contre.

La préfecture maritime centre son attaque sur la diffamation pour essayer d'empècher tout soutien municipal. Et ca marche.

Un comité de soutien s'organise autour des parents des appelés brestois. 100 personnes viendront aux réunions internes. Un meeting de 300 personnes, une manifestation de 500 personnes, des interventions par sketches au stand de la marine de la foire-exposition, voila la riposte à la repression. La municipalité nouvellement élue s'est contenté de dire qu'elle condamnait la diffamation envers de haut gradés.....

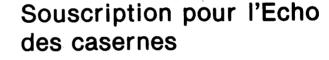
Voici l'adresse de 4 des matelots mutés :

Jean luc Lapel, Dominique Patte,

Paul Cuiesa

et Didier Billon.

Centre disciplinaire de la marine - 83800- Toulon Naval Soutenez les, écrivez leur.



L'Echo des Casernes est un journal riche et pauvre.

Il est riche d'informations sur le mouvement des soldats, d'interviews de militants de comités.

Mais il est pauvre car les soutiens financiers du journal sont faibles. Aucune puissance, petite, moyenne, énorme n'assure ses arrières. Les grandes sociétés spécialisées dans les apéritifs ou les alcools, les savonettes ne nous proposent de publicité.

Bref les sous de l'Echo des Casernes, ce sont les vôtres.

L'Echo des Casernes est maintenant devenu un instrument indispensable du soutien aux soldats en lutte. Vouloir manifester sa solidarité avec le mouvement des comités est maintenant indissociable d'un appui militant et financier au jourani du CNSLS.

C'est pourquoi nous lançons une grande souscription de soutien au journal.

Faites parvenir vos chèques au nom de M. Daniel Guérin à l'adresse du journal : c/o comité Larzac Paris, 12 rue Censier

Paris 75005



APPEL

pour un forum national de soutien aux luttes des soldats au Larzac.

Le mouvement démocratique des soldats, tel qu'il est organisé actuellement dans les comités de soldats a été et est l'animateur de toutes les luttes les plus significatives de ces dernières années contre l'armée d'abrutissement de la jeunesse, contre l'armée briseuse de grève, contre l'armée anti-populaire.

Son existence et son développement représentent un barrage essentiel à tous ceux qui préparent l'armée à la lutte contre le mouvement populaire.

C'est pourquoi, il est plus urgent et nécessaire que se renforce un large mouvement de soutien aux luttes des soldats : soutien à leurs organisations, les comités de soldats : soutien à leurs légitimes revendications.

Urgent et nécessaire, parce que les soldats, appelés et engagés, sont confrontés à une répression permanente menée par la hiérarchie et la Sécurité militaire. Des dizaines de soldats des régiments stationnés en France et en RFA, des matelots de Toulon et de Brest, ont été arrétés, durement interrogés et emprisonnés durant ce printemps 1977. Cette répression ininterrompue depuis l'opération Cour de Sureté de l'Etat de décembre 1975, si elle ne parvient pas à détruire les comités de soldats, ralentit cependant leur activité ainsi que leur coordination régionale et nationale. Il importe de la briser.

Urgent et nécessaire aussi pour permettre que se renforce l'indispensable jonction entre les comités de soldats et les organisations syndicales et populaires.

Ce soutien doit être large, unitaire, permanent et de masse. Il doit s'adresser au mouvement des soldats dans sa totalité, toutes composantes réunies, à quelque degré d'organisation qu'il se trouve, dans le respect le plus absolu de son autonomie et de son indépendance, en refusant toute ingérence dans ses débats internes.

Ce soutien doit être aussi le fait de tous ceux qui l'ont déjà exprimés à divers occasions soit dans des comités de soutien de soldats emprisonnés ou dans des organisations syndicales. Cimenté par la mobilisation massive des anciens soldats, ce soutien concerne aussi de nombreuses personnalités, des organisations de juristes ainsi que le collectif armée des avocats, les familles des soldats et notamment le collectif femmes armée.

Pour être efficace, ce soutien doit se rassembler et ainsi démultiplier ses forces. Nous pensons que cela est non seulement nécessaire mais d'ores et déjà possible. C'est pourquoi nous nous adressons à toutes les forces éngagées dans ce combat pour que se mène le débat indispensable au renforcement, à l'élargissement et au développement d'un mouvement national unitaire de soutien au mouvement des soldats et à ses luttes.

Nous appelons les comités de soldats, leurs coordinations régionale et nationale, à jouer de tout leur poids pour que soient dépassés les faiblesses du mouvement de soutien civil. Il leur appartient de jouer le rôle fondamental qui leur revient, tant dans les bases politiques du soutien que dans les propositions concrétes d'activité.

Nous proposons de saisir l'occasion du rassemblerassemblement populaire sur le Larzac pour que se tienne un forum national de soutien aux luttes des soldats.

Nous appelons toutes les organisations démocratiques, syndicales et populaires à soutenir une telle initiative.

Collectif National de Soutien aux Luttes des Soldats

